



Kommunistisk Parti

Kommunister.dk · info@kommunister.dk · facebook.com/kommunister · @kommunister

La guerre en Ukraine et l'évolution de l'équilibre des pouvoirs du monde

Par Joan Ågot Pedersen et Lotte Rørtoft-Madsen, Parti Communiste Danois

7 juillet 2022

La superpuissance mondiale absolument dominante, les États-Unis, est en chute libre. Et quand les empires tombent, cela peut signifier des temps désespérés.

C'est exactement le genre d'époque que nous vivons actuellement – avec toute l'imprévisibilité et le danger que cela implique, alors que le vieil empire se bat jusqu'au bout pour conserver sa position dans le système impérial mondial.

Et ce ne sont pas seulement les États-Unis et la domination de cet empire qui sont sur le point de s'effondrer – ils sont sur le point d'entraîner l'ensemble de l'Occident avec eux.

La domination absolue de l'impérialisme occidental touche à sa fin – idéologiquement, économiquement et militairement. Les grands médias occidentaux monopolisés n'en parlent pas. Nous vivons dans un comptoir de fromage médiatique qui présente l'idéologie et les valeurs occidentales comme universelles et dignes d'être poursuivies.

La lutte pour l'accès aux ressources naturelles et aux nouveaux marchés conduit à une nouvelle guerre froide et à un monde de plus en plus antagoniste, polarisé et conflictuel, avec le risque d'une guerre totale. Le danger nucléaire est imminent.

La pandémie de Covid19 a exacerbé la crise mondiale, systémique et multiforme du capitalisme. Aujourd'hui, la guerre en Ukraine ajoute de nouvelles dimensions à cette situation et accélère le changement rapide que connaît le monde.

Le sommet de l'OTAN qui s'est tenu à Madrid les 29 et 30 juin a clairement montré que la guerre en Ukraine est loin d'être terminée et que de véritables négociations de paix sont en cours. Bien au contraire. L'alliance occidentale agressive prépare le terrain pour une guerre prolongée qui pourrait dégénérer en une véritable guerre terrestre entre l'OTAN et la Russie.. Cela se fera non seulement au détriment des Ukrainiens et des Russes, mais aussi des peuples européens qui seront effectivement impliqués.

Le secrétaire général de l'OTAN, Jens Stoltenberg, a déclaré directement en marge du sommet que "nous devons nous préparer au fait que cela pourrait prendre des années".

Nous avons devant nous l'enfer sur terre

En Grande-Bretagne, le général en chef de l'armée, Sir Patrick Sanders, a récemment écrit dans une lettre aux soldats britanniques : <https://nyheder.tv2.dk/udland/2022-06-19-britisk-topgeneral-til-soldater-goer-jer-klar-til-at-kaempe-mod-russerne>.

"Nous sommes la génération qui doit préparer une armée pour combattre à nouveau en Europe ... Il est de mon devoir primordial de rendre notre armée aussi meurtrière et efficace qu'elle peut l'être". Le moment est venu, et nous devons saisir l'occasion."

Le général a donc demandé aux troupes de se préparer à "combattre et vaincre les armées de Poutine dans une guerre terrestre européenne".

Les exigences du général à l'égard de ses soldats sont conformes aux objectifs de guerre élargis fixés par le secrétaire américain à la défense, Lloyd J. Austin III, en avril dernier: les États-Unis "veulent voir la Russie affaiblie au point qu'elle ne puisse plus agir comme elle l'a fait en envahissant l'Ukraine". En d'autres termes : Les puissances dominantes de l'OTAN veulent une guerre plus longue pour épuiser et affaiblir stratégiquement la Russie.

Et ce, quel que soit le coût humain en termes de victimes de guerre, de dévastation et de famine. Comme l'a récemment déclaré David Beasley, directeur du programme alimentaire des Nations unies, à propos de la situation alimentaire mondiale, nous vivons "une époque très, très effrayante". Si la guerre ne prend pas fin ici et maintenant, "nous risquons l'enfer sur terre".

Dans le même temps, la télévision russe menace d'utiliser

des armes nucléaires et Londres sera la première cible stratégique de l'OTAN à être frappée par des missiles russes si une troisième guerre mondiale éclate.

La guerre des sanctions frappe durement, avec des protestations, des actions industrielles et des émeutes qui ont déjà lieu dans plusieurs pays, y compris en Occident, et ce avant que la récession attendue de l'économie mondiale ne se soit installée. Manifestations à Londres contre la détérioration des conditions de vie due à la hausse des prix des denrées alimentaires et des carburants et à l'augmentation des loyers : "Réduire le budget de la guerre – pas celui de l'aide sociale". Similaire en Belgique et plus récemment en France. Troubles sociaux au Sri Lanka, qui est à court de carburant.

En d'autres termes:

La vision du monde avec laquelle les générations de l'après-guerre ont grandi, y compris les changements provoqués par la chute du socialisme, est en train d'être remaniée sous nos yeux ces derniers mois. Et si nous voulons comprendre pleinement ce qui se passe, nous ne pouvons pas nous contenter d'adopter le point de vue de l'Occident. La guerre et ses conséquences doivent être lues dans une perspective globale.

Quelles sont donc les tendances et les changements qui s'opèrent? Où va le monde – dans les conditions de l'impérialisme, bien sûr – ?

Changements dus à un tremblement de terre

À la mi-avril, le Forum économique international annuel de Saint-Petersbourg s'est tenu dans la ville russe de Saint-Petersbourg. La conférence a réuni des participants de 141 pays. Il y avait 43 participants de niveau ministériel et 1500 hommes d'affaires de premier plan de tous les continents. Un forum non négligeable et très caractéristique des évolutions en cours : En dehors du cercle des États puissants dont nous connaissons les faits et gestes et les décisions, des processus sont en cours dans d'autres parties du monde et contribuent à façonner l'évolution de la situation. En dehors du cercle du G7.

C'est le président russe, M. Poutine, qui a ouvert le Forum économique international de Saint-Petersbourg, et son discours n'était ni incohérent, ni stupide, ni maladif. Poutine a déclaré sobrement que "l'ère de l'ordre mondial unipolaire est terminée". Il déclare avec confiance :

"Les États-Unis se sont déclarés vainqueur de la guerre froide, messenger de Dieu sur terre, puissance sans obligations mais seulement des intérêts, même sacrés. Ils ne semblent pas avoir réalisé qu'au cours des dernières décennies, de nouveaux centres de pouvoir ont émergé sur la planète et qu'ils crient de plus en plus fort."

Et il décrit ces processus comme "objectifs, comme des changements véritablement révolutionnaires, semblables à un tremblement de terre, dans la géopolitique, dans l'économie mondiale, dans le domaine de la technologie, dans l'ensemble du système des relations internationales..."

Si l'on peut conclure quelque chose à ce stade, après quatre mois de guerre, c'est que "ces changements semblables à un tremblement de terre" ont été amplifiés. La guerre est en passe de clouer plus solidement ensemble "le reste du monde" – la Chine, la Russie, l'Inde, l'Afrique du Sud et bien d'autres encore.

Car même loin de l'Europe et du continent eurasiatique, les changements s'installent.

Le mouvement des non-alignés et l'Afrique en mouvement

Quelques exemples supplémentaires mais frappants de ce qui se passe:

Le mouvement dit des non-alignés, qui a vécu une existence recluse pendant quelques décennies avec la Pax Americana, a marqué le 60e anniversaire de sa fondation à l'automne 2021. La Chine, la Russie et 105 autres pays y ont participé en tant qu'observateurs.

Ils ont approuvé un document issu de la réunion de 2006 du mouvement des non-alignés à La Havane et une déclaration issue d'une réunion des ministres des affaires étrangères au Venezuela en 2019 soutenant les principes de la Charte des Nations unies et les principes de coexistence pacifique entre les pays et les peuples. Ces décisions étaient en opposition directe avec l'ordre américain fondé sur des règles. En d'autres termes : mettre fin à l'ordre mondial qui a prévalu jusqu'à présent.

Pour ce qui est du continent africain, il est un fait que la grande majorité des pays ne s'alignent pas sur le régime de sanctions de l'Occident, même si l'on a essayé de les mobiliser en faveur de la guerre. La grande majorité des pays africains se sont opposés à la campagne de pression.

Cela a été symboliquement démontré le 20 juin lorsque le président ukrainien Zelensky a tenu l'une de ses vidéoconférences très médiatisées. Cette fois avec l'Union africaine, qui compte 55 membres. Les chefs d'État de quatre (quatre!) d'entre eux ont participé à la vidéoconférence. Il s'agit des présidents du Sénégal, de la Côte d'Ivoire et de la République du Congo (Brazzaville), ainsi que du chef du Conseil présidentiel libyen installé par l'OTAN.

93% des dirigeants du continent africain sont restés à l'écart, exprimant ainsi de manière convaincante la neutralité de l'Afrique dans la guerre par procuration entre la Russie et l'Occident.



Fils vers l'Amérique latine

L'Amérique latine est également en ébullition.

Le récent Sommet des Amériques en a fourni un exemple éloquent. Organisé tous les trois ans, ce sommet très médiatisé est le lieu où les États-Unis rencontrent habituellement leur "arrière-cour sud-américaine". Mais ce n'était pas le cas cette année à Los Angeles.

Les États-Unis ont commencé par exclure Cuba, le Venezuela et le Nicaragua. Cela a incité plusieurs pays à envoyer des participants de bas niveau, et une série de présidents sont restés à l'écart. La critique a été la plus évidente du côté du Mexique, traditionnellement considéré comme l'un des principaux alliés des États-Unis sur le continent américain. Le président Obrador a déclaré:

"Il ne peut y avoir de Sommet des Amériques si tous les pays du continent américain n'y participent pas".

M. Obrador s'en est également pris aux États-Unis au sujet du blocus de Cuba, qu'il a qualifié de "politique de génocide" en mai dernier et dont il a demandé la levée lors du sommet de juin.

Washington "perd son arrière-cour", comme l'ont noté plusieurs analystes. Ils ont souligné que les pays qui, jusqu'à récemment, étaient totalement dans la poche des États-Unis – peut-être en concurrence avec l'UE – peuvent désormais se tourner de manière réaliste vers d'autres partenaires internationaux tels que la Chine.

Les BRICS se consolident et s'étendent

Le groupe des BRICS se consolide également en ce moment. Il se compose actuellement du Brésil, de la Russie, de l'Inde, de la Chine et de l'Afrique du Sud, mais récemment, des pays importants comme l'Iran et l'Argentine ont également demandé à y adhérer.

D'autres pays comme l'Égypte, l'Indonésie, le Kazakhstan, le Nigeria, les Émirats arabes unis et l'Arabie saoudite. Le Sénégal et la Thaïlande se trouvent juste à l'intérieur du périmètre des BRICS, et lorsque l'organisation a tenu son sommet à Pékin en juin, les dirigeants de plusieurs d'entre eux étaient présents.

Déjà, le Bangladesh, l'Égypte, les Émirats arabes unis et l'Uruguay ont rejoint la nouvelle banque de développement des BRICS, la New Development Bank.

Lors du forum commercial des BRICS du 22 juin, il a été annoncé que le groupement discutait de la création d'une nouvelle monnaie de réserve internationale pour contester l'hégémonie du dollar. Lors du 14e sommet des BRICS, qui s'est tenu au même moment, le président chinois Xi a appelé

à "s'opposer à l'hégémonisme et à la politique de puissance, à rejeter la mentalité de guerre froide et la confrontation des blocs, et à travailler ensemble pour construire une communauté de sécurité mondiale pour tous".

Les cinq pays BRICS représentent aujourd'hui 40 % de la population mondiale, 25 % de l'économie mondiale, 18 % du commerce mondial et 50 % de la croissance mondiale. Un BRICS+ constituerait un défi encore plus sérieux pour l'alliance occidentale du G7.

L'intégration économique en cours sur le continent eurasiatique, illustrée par le Forum économique eurasiatique qui s'est tenu au Kirghizstan à la fin du mois de mai, fait également partie du tableau. Les chefs d'État de la Russie, du Kazakhstan, du Belarus et de l'Arménie y ont participé et, fait tout aussi important, 14 autres pays comme la Chine, le Vietnam et plusieurs pays d'Amérique latine ont envoyé des délégations.

De nombreux pays en ont eu assez

Dans l'ensemble, donc, un monde multipolaire est en train d'émerger, et s'il y avait une présomption que le défi à l'hégémonie américaine pourrait se dérouler pacifiquement, elle est en train d'être tuée.

Les pays et groupes de pays qui renouent aujourd'hui avec d'anciennes alliances et en forgent de nouvelles – certains les appellent les pays émergents – ont jusqu'à présent courbé la tête et accepté une position inférieure dans le système impérialiste. Maintenant, ils en ont assez. Ils "ont décidé que l'usage de la force n'est plus tabou et, surtout, n'est plus le monopole des États-Unis, de l'Union européenne et de leurs alliés", comme l'a dit Massimiliano Ay, leader du Parti communiste suisse.

Avec l'invasion de l'Ukraine et les mois de guerre qui ont suivi, la Russie a montré qu'elle était également prête à utiliser des moyens lourds, quel que soit le président en place. Alors que la Russie se contentait autrefois de se plaindre de l'expansion de l'OTAN à ses frontières, elle tente désormais de forcer le passage par d'autres moyens.

La Chine et la Russie dans une alliance pragmatique

Dans les grandes mutations en cours, la Russie et la Chine ont formé une alliance pragmatique.

Lors des Jeux olympiques de Pékin en janvier – quelques semaines seulement avant l'invasion de l'Ukraine par la Russie – les deux puissances ont publié une déclaration commune. Ils y affirment qu'ensemble, ils vont "promouvoir la multipolarité et la démocratisation des relations internationales" et "créer un monde plus prospère, plus stable et plus juste". En d'autres termes: la fin de l'ordre mondial qui a prévalu jusqu'à présent.

Et récemment, lors d'une conversation téléphonique entre les deux dirigeants le 15 juin, la Chine a promis de soutenir la Russie en matière de "souveraineté et de sécurité".

Il n'est donc pas faux de dire que la guerre, et surtout les sanctions occidentales, ont renforcé les relations entre la Chine et la Russie. En fait, les États-Unis ont réussi à faire en sorte que les deux géants du continent eurasiatique oublient les anciens antagonismes et conflits et créent une étroite communauté économique, politique et militaire.

La guerre en Ukraine aurait pu creuser un fossé entre les deux parties, mais ce n'est pas le cas. Il n'y a pas eu de scission entre la Chine et la Russie, qui est le garant du développement du monde dans une direction multipolaire.

La Russie et la Chine ne sont pas les mêmes

Lorsque nous qualifions l'alliance entre les deux grandes puissances de pragmatique, c'est parce qu'il existe des différences majeures entre elles – économiques, politiques et en termes de position géopolitique. Parfois, les grands médias donnent l'impression que la Chine et la Russie sont une seule et même chose, qu'il s'agit de deux régimes "autocratiques" identiques. Il s'agit d'une simplification excessive et d'une idée fautive.

La Russie capitaliste, comme nous le savons, est économiquement à la périphérie du système impérialiste mondial. La guerre en Ukraine n'a certainement pas tourné comme les dirigeants russes l'avaient prévu – ce n'était pas une guerre éclair (blitzkrieg), et les sanctions occidentales ont sans aucun doute eu des conséquences majeures, même si la Russie a habilement réussi à éviter une catastrophe pure et simple.

Lors du Forum économique international de Saint-Petersbourg susmentionné, la directrice de la Banque nationale de Russie, Elvira Nabiullina, a déclaré :

"Les conditions extérieures de l'économie russe, qui ont changé sur fond d'événements en Ukraine et des sanctions occidentales qui ont suivi, peuvent rester à jamais." Mme Nabiullina a souligné que la place de la Russie dans la division internationale du travail est désormais "défavorable".

L'un des partis communistes russes, le KPRF, dont le leader Zyuganov a participé à la réunion à Saint-Petersbourg, a noté après la réunion que les principaux représentants du gouvernement russe ont reconnu pour la première fois que "les principaux problèmes en Russie sont la pauvreté d'une grande partie de la population et une stratification sociale extrêmement forte." Le parti souligne également que les dirigeants russes continuent de défendre les politiques néolibérales.

La Chine, dont le cours est défini par le parti communiste chinois, a choisi une voie de développement différente. C'est

aussi pourquoi les États-Unis et l'OTAN parlent de la Chine comme d'un concurrent systémique :

D'une part, un Occident au système néolibéral, un État minimal où le marché contrôle tout afin de réaliser des profits qui profitent aux super-riches, et où la santé, la sûreté et la sécurité des personnes sont subordonnées à cela. D'autre part, une Chine avec un État centralisé, avec un grand secteur d'entreprises publiques, où les bénéficiaires ont été utilisés, entre autres, pour sortir les gens de la pauvreté et pour améliorer les conditions sociales et sanitaires.

L'ennemi stratégique des États-Unis est la Chine

L'Occident, c'est-à-dire les États-Unis et l'OTAN, fait une distinction entre les deux.

Lors du sommet de l'OTAN à Madrid, le nouveau concept stratégique de l'alliance sur la Russie stipule que celle-ci constitue "la menace la plus importante et la plus directe pour la sécurité de l'alliance et pour la paix et la stabilité dans la région euro-atlantique". C'est dans ce contexte que le sommet a adopté le renforcement militaire le plus complet et le plus dangereux de l'histoire de l'alliance.

Ce faisant, une OTAN agressive poursuit et renforce l'encerclement de la Russie qui faisait partie de la toile de fond de la guerre en Ukraine – et montre une fois de plus un manque de respect pour le besoin de garanties de sécurité de la Russie. Dans cette optique, la guerre en Ukraine n'est pas une guerre non provoquée.

Mais la Russie n'est que le moyen d'acquiescer la domination du continent eurasiatique. Pour les États-Unis, la Chine est le grand rival systémique. D'où le nouveau concept stratégique de l'OTAN, qui équilibre par ailleurs la menace chinoise à bien des égards :

"Nous travaillerons ensemble de manière responsable en tant qu'Alliés pour relever les défis systémiques posés par la République populaire de Chine..."

Les États-Unis ne cachent pas que la Chine est leur grand rival économique. Le 26 mai, le secrétaire d'État Anthony Blinken a prononcé un discours à l'université George Washington sur la politique américaine à l'égard de la Chine. Il y affirme que la Chine représente "le défi à long terme le plus sérieux pour l'ordre international". Et il dit : La Chine est devenue "plus oppressive à l'intérieur et plus agressive à l'extérieur".

Une escalade militaire a déjà lieu en mer de Chine méridionale, où l'UE s'est également déclarée prête à s'engager dans une escalade contre la Chine. Sur le plan économique, le président Joe Biden a effectué une tournée en Asie en mai, plaidant pour une coopération économique élargie entre les États-Unis et un certain nombre de pays asiatiques – sans toutefois être en mesure d'y consacrer des fonds substantiels.



Sanctions économiques – succès ou échec?

Examinons également les bouleversements concrets que la guerre en Ukraine a engendrés à l'échelle régionale et mondiale. Premièrement, la guerre économique mondiale déclenchée par une petite minorité de pays du monde, imposant un paquet de sanctions après l'autre à la Russie.

Chez nous, nous n'entendons que la version occidentale de l'état du monde. Il convient donc de noter que seul l'Occident impose des sanctions, alors que de très grandes parties du monde restent en dehors de la politique de sanctions

Dans le même temps, quatre mois de sanctions ont fini par se retourner contre l'Occident lui-même, tandis que la Russie n'a pas craqué.

Immédiatement, les sanctions ont déclenché une chute spectaculaire du rouble. La Russie a répondu à son tour en liant sa monnaie à la production de matières premières et à l'or. Le rouble s'est ainsi rapidement imposé comme la monnaie la plus forte du monde, atteignant son niveau le plus élevé depuis cinq ans.

Les produits de base russes engrangent des bénéfices inattendus et l'excédent commercial de la Russie devrait atteindre un niveau record cette année. Les ventes de pétrole et de gaz naturel ont ironiquement connu une forte hausse. La Russie a simplement renforcé ses liens commerciaux avec les pays non occidentaux. Le gaz et le pétrole sont vendus à la Chine, à l'Inde et à la Turquie, par exemple.

Plus de la moitié des exportations de pétrole brut de la Russie sont désormais destinées à l'Inde et à la Chine. Dans les semaines qui ont précédé l'invasion de l'Ukraine, il était de 40 %. C'est l'Inde en particulier qui a augmenté ses importations : au cours des 100 premiers jours qui ont suivi l'invasion de l'Ukraine par la Russie, les achats de pétrole brut russe par l'Inde sont passés de 1 à 18 % des exportations russes en valeur.

Jusqu'à présent, la Russie a résisté aux attaques des sanctions, mais l'impact d'une réduction de 40 % des flux de gaz vers l'Allemagne, qui dépend de l'énergie, doit encore être évalué.

Rien ne prouve donc que les sanctions de Washington aient atteint leur objectif d'"affaiblir" la Russie ou de nuire à son économie. Il existe cependant de nombreuses preuves que les sanctions se sont retournées contre elles et ont fait payer un lourd tribut à leurs partisans et aux peuples du monde, y compris à l'Occident lui-même. Il n'est pas possible de dresser une liste complète des dommages causés par les sanctions, mais les plus dramatiques sont les suivants:

- forte hausse des prix des denrées alimentaires et de l'énergie (exacerbant l'inflation)

- perturbations majeures des chaînes d'approvisionnement mondiales (démondialisation)

- une forte augmentation des pénuries alimentaires et du risque de famine

- un ralentissement sévère de l'économie mondiale.

Les accords économiques en dehors de l'Occident

La politique de sanctions renforce aussi considérablement la multipolarité qui se développe depuis quelques années. Un grand nombre d'accords économiques sont conclus en dehors du monde occidental. Quelques exemples:

L'Algérie a conclu deux accords majeurs avec la Chine en mai, dont un accord sur le pétrole et le gaz. Cette décision intervient à un moment où l'Algérie est en conflit avec l'Espagne, un pays de l'UE, au sujet de la nouvelle politique de l'Espagne à l'égard du Maroc et du Sahara occidental occupé par le Maroc. L'Algérie, deuxième fournisseur de gaz en Afrique, a menacé de couper ses approvisionnements en gaz à l'Espagne.

L'Iran et le Venezuela – deux pays pétroliers soumis aux sanctions américaines – ont conclu un accord de 20 ans pas plus tard que le 11 juin. L'accord prévoit une coopération financière dans une banque de développement commune, le tourisme, le pétrole et le gaz, le secteur pétrochimique, les raffineries et la production alimentaire au Venezuela pour l'exportation vers l'Iran.

Outre les sanctions, de nombreux pays subissent le contre-coup de la saisie ou du vol de leurs avoirs. Les États-Unis ont confisqué la moitié des actifs de la Banque nationale afghane. L'Iran, le Venezuela et la Russie ont fait de même. Cela conduit naturellement les pays non occidentaux à se poser la question: Pourquoi placer notre argent ou nos réserves monétaires dans des banques occidentales ou en monnaie américaine si nous risquons de les voir saisis si cela convient aux États-Unis et à l'Occident?

D'où également les efforts pour construire des systèmes de paiement internationaux alternatifs à SWIFT. D'où la tendance à commercer dans des monnaies autres que le dollar et à constituer des monnaies de réserve alternatives.

Le journal officiel chinois Global Times écrit que "derrière les sanctions se cache l'hégémonie du dollar" et critique le "rôle surdimensionné du dollar dans le système mondial de paiement" et son utilisation comme "arme pour punir ses opposants".

Une économie capitaliste instable

Il existe, bien entendu, de nombreux facteurs inconnus, des incertitudes et des événements imprévisibles qui affecteront

les développements dans les mois et les années à venir. Parmi eux, on trouve notamment les mécanismes de l'économie capitaliste qui, sous la surface et loin des conférences économiques et des tables de négociation, jettent les bases de toute action significative.

Nous n'entrerons pas ici dans les détails et ne donnerons même pas une analyse approximative de l'état de l'économie capitaliste mondiale. Nous dirons simplement que la pandémie, la guerre en Ukraine et la concurrence impérialiste accrue interviennent dans une situation où l'économie des principaux pays occidentaux est sur le fil du rasoir depuis la crise financière et dans ce que certains décrivent comme une dépression prolongée. Et maintenant, une récession frappe à la porte.

En Allemagne, on rapporte que la production industrielle est "en baisse au point d'indiquer une récession". Une récession en Allemagne, de loin le principal partenaire commercial du Danemark, aurait des conséquences immédiates chez nous. Les rapports en provenance des États-Unis sont également sombres : Un nouveau rapport de la Danske Bank montre que des signes de plus en plus nombreux indiquent qu'une récession pourrait se profiler, en particulier dans l'économie américaine.

Cela va dans le sens de ce que le PDG de J P Morgan, la plus grande banque américaine, Jamie Dimon, a déclaré récemment à propos de l'économie mondiale:

"J'ai déjà dit qu'il y avait des nuages d'orage, mais je corrige cela. C'est un ouragan. Nous ne savons pas s'il s'agira d'un petit ouragan ou de la super-tempête Sandy... L'ouragan est juste là, sur la route, et il vient vers nous."

Il n'est pas surprenant, dans cette situation, que les économistes suggèrent que la classe ouvrière paiera sous forme de chômage et de réductions de salaires.

Ainsi, lorsque nous parlons de crise alimentaire, de goulets d'étranglement dans l'approvisionnement, de détérioration des conditions de vie, de temps coûteux, de coke dans les lignes d'approvisionnement – et cela va empirer dans la période à venir – nous parlons de problèmes qui vont au-delà mais qui sont fortement influencés par une guerre en Ukraine et une situation géopolitique turbulente.

Quelque chose peut et doit être fait

Nous vivons en effet une époque dramatique. La fin des événements est difficile à prévoir. Nous ne savons pas s'il y aura une nouvelle guerre totale ou une guerre terrestre directement entre la Russie et l'OTAN. Des troubles civils et sociaux peuvent éclater, par exemple aux États-Unis, qui sont déjà en train de se déchirer. Les gens peuvent être forcés de quitter leurs maisons. Nous risquons d'assister à un développement totalitaire et militariste, où les besoins des militaires priment.

Il est clair pour nous qu'un système social complètement différent est nécessaire pour mettre fin une fois pour toutes à la guerre, au militarisme et à l'armement. Mais nous sommes également d'avis que nous ne pouvons pas attendre cela. Dans la lutte pour une société différente, nous devons en même temps reprendre la lutte pour la paix de manière très concrète. Il y a un réel danger qu'autrement il n'y ait pas de planète habitable sur laquelle cette seconde société socialiste puisse être créée.

Pour de nombreuses personnes, les développements actuels sont incompréhensibles, inexplicables et même paralysants.

En tant que communistes et personnes éprises de paix, nous sommes donc confrontés à la tâche importante de trouver des moyens de surmonter la paralysie et l'apathie. Nous posons la question: est-il possible de faire n'importe quoi – et nous répondons : oui, c'est possible !

Mais pour cela, il faut d'abord reconnaître que les États-Unis et l'Occident ne sont pas les phares de la civilisation humaine, qu'il y a une rupture dans les systèmes d'alliances, et que cela a aussi des conséquences sur notre lutte. Nous devons donc exiger de "nos" hommes politiques qu'ils tiennent compte de cette situation et qu'ils œuvrent de manière claire et cohérente en faveur de la désescalade et de la paix.

Par exemple : il est normal que les pays autres que les pays occidentaux exigent des garanties pour leur sécurité et leur indépendance. Il est normal, et ce n'est pas une expression d'apaisement et de mollesse, de donner à la Russie une véritable occasion de s'arrêter militairement. Les pays autres que l'Occident ont parfaitement le droit d'exiger l'égalité dans les relations économiques, la non-ingérence dans leurs affaires intérieures et le respect mutuel. En revanche, il n'est pas acceptable que les politiciens danois et autres se livrent à un impérialisme culturel et s'estiment autorisés à juger d'autres peuples, nations et cultures. Ou même les diaboliser.

La solidarité et la compréhension entre les peuples sont des mots clés pour nous.

Le bien-être plutôt que les armes

Exiger la fin de l'expansion de l'OTAN vers l'est et le retour à la guerre économique et à la politique de sanctions est une étape naturelle. Mais nous devons aussi être très concrets. Reconnaissant que la classe ouvrière danoise ne peut pas assumer les fardeaux du monde entier, il est nécessaire d'évaluer soigneusement ce que nous pouvons faire ici dans les circonstances actuelles.

Nous envisageons d'agir dans quatre directions:

- **Le bien-être plutôt que les armes – pour la paix et le désarmement**

La classe ouvrière ne doit pas payer pour les demandes des monopoles occidentaux de poursuivre leur prédation sur la classe ouvrière et les peuples du monde. La lutte pour les salaires et les conditions de travail et contre le chômage et la pauvreté futurs est au centre. Notre économie ne doit pas être militarisée. Revenir sur le "compromis national" et consacrer les milliards supplémentaires de l'OTAN au réarmement social et à la compensation du coût de la vie.

• Le Danemark doit œuvrer pour la paix – arrêtez les contributions danoises à la guerre

L'OTAN est une alliance militaire agressive. Jusqu'à ce que nous en sortions, nous devons tout faire pour ne pas contribuer militairement, économiquement, politiquement et par le renseignement à l'armement et à la guerre. Ici et maintenant : Aucune arme, aucun équipement militaire, aucun personnel militaire pour l'Ukraine. Le Danemark doit se placer du côté de la paix et exiger de véritables négociations de paix. Le système des Nations unies doit être autorisé à jouer un rôle.

• Pas de soldats ni de bases étrangères sur le sol danois

Le gouvernement danois négocie secrètement un accord de base avec les États-Unis. Il s'agirait d'une grave violation de notre souveraineté, faisant du Danemark une cible de bombardement et une rampe de lancement pour une action militaire américaine. Nous disons donc non aux bases américaines et aux ports militaires au Danemark.

• Défendre le Danemark et le monde contre le danger nucléaire

Le danger d'un enfer nucléaire est réel et croissant. Il est important de rejeter toute forme d'utilisation d'armes nucléaires – et de chantage. Les armes nucléaires ne doivent jamais être autorisées sur le sol danois. Le gouvernement danois doit signer le traité des Nations unies interdisant le développement, les essais, la production, le stockage, le transfert, l'utilisation ou la menace d'utilisation d'armes nucléaires.

Toute activité allant dans ce sens mérite d'être soutenue.

Translation: deepl.com

